

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral imposant à la société HSWT FRANCE
des prescriptions complémentaires relatives à sa consommation d'eau
pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à GRAVELINES**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 13 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Pierre MOLAGER, secrétaire général de la préfecture du Nord, sous-préfet de Lille ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté-cadre interpréfectoral du 31 mai 2023 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de risque de pénurie d'eau dans les bassins versants du Nord et du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 février 2022 imposant à la société HSWT FRANCE des prescriptions complémentaires relatives à la réduction des prélèvements d'eau et aux actions à mettre en place en cas de sécheresse pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à GRAVELINES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 2023, imposant à la société HSWT FRANCE des prescriptions complémentaires relatives à l'étude de dangers pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à GRAVELINES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la note ministérielle du 16 septembre 2019 du ministère de la transition écologique et solidaire ;

Vu l'étude intitulée « Étude technico-économique des solutions de réduction des prélèvements d'eau » datée du 29 novembre 2022 (étude réalisée par Tauw – R001 – 1620326-V01) ;

Vu les volumes prélevés annuellement et déclarés par l'exploitant de la société HSWT FRANCE dans ses déclarations annuelles des émissions polluantes sous GEREPA au titre des années 2019 à 2023 et les volumes de prélèvement envisageables du fait de l'étude susvisée ;

Vu le rapport du 29 avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriels des 27 novembre 2024 et 3 février 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courriels des 28 janvier 2025, 21 février 2025 et 27 mars 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. l'objectif de bon état des masses d'eau est fixé par la directive n° 2000/60/CE susvisée ;
2. l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans est fixé dans la feuille de route découlant des assises de l'eau et rappelé par Madame la ministre de la transition écologique et solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;
3. l'étude technico-économique susvisée identifie des actions mises en place et d'autres réalisables permettant de réduire les volumes d'eau prélevés par la société HSWT FRANCE pour ses installations de GRAVELINES ;
4. il convient d'abaisser les limites maximales de prélèvement annuel au réseau public et dans le milieu superficiel autorisées pour la société HSWT FRANCE sur son site de GRAVELINES ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société HSWT FRANCE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé route de la grande Hernesse à 59820 GRAVELINES, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour l'exploitation de son établissement sis à la même adresse.

Article 2 – Suppression et remplacement de dispositions et prescriptions

Les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 février 2022 sont abrogées.
Les prescriptions de l'article 4.1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 sont abrogées.

Les prescriptions de l'article 4.1.1 « Origine des approvisionnements d'eau » de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Article 4.1.1 – Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les prélèvements maximaux d'eaux dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal journalier de prélèvement (m ³ /j)
Eau de surface	Canal de Bourbourg	AR 61 (<i>Delta de l'Aa</i>)	504 000	820
Réseau public d'eau potable	Coudekerque-Branche, Cappelle-la-Grande		252 000	505

».

Article 3 – Mise en place d'un indicateur de suivi spécifique

Après l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 est inséré un article 4.1.3 « Mise en place d'un indicateur de suivi spécifique » ainsi rédigé :

« Article 4.1.3 – Mise en place d'un indicateur de suivi spécifique

L'exploitant met en place, dans le cadre du suivi de sa consommation en eau, un indicateur lui permettant de suivre sa consommation en eau au regard de l'aspartame produit.

Les ratios à respecter sont :

Prélèvement d'eau par kg d'aspartame produit	Eau industrielle	Eau potable
Ratio (m ³ /kg)	0,14	0,07

L'exploitant met en place un suivi mensuel de cet indicateur et le tient à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 4 – Suivi de la consommation en eau

Après l'article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 est inséré un article 4.1.4 « Suivi de la consommation en eau » ainsi rédigé :

« Article 4.1.4 – Suivi de la consommation en eau

L'exploitant met en place, conformément aux recommandations de l'étude technico-économique des solutions de réduction des prélèvements d'eau (étude Tauw – R001 – 1620326-V01 – datée du 29 novembre 2022), des sous-compteurs supplémentaires afin de fiabiliser les consommations d'eau.

Le suivi de la consommation en eau est réalisé via les relevés des compteurs et les indicateurs de suivi spécifique prévus à l'article 4.1.3. L'analyse de ces données doit permettre les actions suivantes :

- identification de potentielles dérives (comparaison aux indicateurs de suivi) ;
- vérification du fonctionnement des systèmes de traitement d'eau ;
- identification de potentielles fuites (analyse amont / aval) ;
- identification de dysfonctionnements compteurs...

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents établis dans le cadre de ce suivi de la consommation en eau. »

Article 5 – Relevé des prélèvements d'eau

Après l'article 4.1.4 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 est inséré un article 4.1.5 « Relevé des prélèvements d'eau » ainsi rédigé :

« Article 4.1.5 – Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1.1 sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

Les compteurs et sous-compteurs mentionnés à l'article 4.1.4 permettant le suivi de la consommation en eau sont relevés journalièrement si le débit est susceptible de dépasser 100 m³/j, *a minima* hebdomadairement si ce débit est inférieur.

Ces résultats sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, consultable par l'inspection des installations classées. »

Article 6 – Stratégie de recherche de fuites

Après l'article 4.1.5 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 est inséré un article 4.1.6 « Stratégie de recherche de fuites » ainsi rédigé :

« Article 4.1.6 – Stratégie de recherche de fuites

L'exploitant dispose d'une stratégie de recherche des fuites potentielles sur les différents réseaux d'eau du site, qu'il met en œuvre et tient à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 7 – Plan d’actions

Après l’article 4.1.6 de l’arrêté préfectoral du 29 août 2023 est inséré un article 4.1.7 « Plan d’actions » ainsi rédigé :

« Article 4.1.7 – Plan d’actions

L’exploitant transmet à l’inspection des installations classées, à intervalle régulier n’excédant pas 6 mois, l’avancée de son plan d’actions qui découle de son étude technico-économique. Ce plan précise notamment les gains attendus en termes de réduction de la consommation en eau, l’échéance prévue, les raisons pour lesquelles certaines actions n’ont pas été mises en œuvre... »

Article 8 – Sanctions

Faute par l’exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l’environnement.

Article 9 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours administratif **dans un délai de deux mois** à compter de sa notification en application de l’article L. 411-2 du code des relations entre le public et l’administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu’à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d’informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d’envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l’article R. 181-50 du code de l’environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, **dans un délai de deux mois** à compter du jour où l’arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d’un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d’une décision expresse ou suivant la naissance d’une décision implicite née du silence gardé deux mois par l’administration ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l’installation présente pour les intérêts protégés par le code de l’environnement, **dans un délai de deux mois** à compter de :

- a) l’affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l’État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l’affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d’affichage de l’arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 10 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de GRAVELINES ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de GRAVELINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 15 JUL. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général


Pierre MOLAGER